

M. Wilhelm, rapporteur: Au cours de la dernière guerre, vous vous en souvenez peut-être, le Conseil fédéral a obtenu les pleins pouvoirs dans presque tous les domaines. Il a fallu des années pour démobiliser ces pleins pouvoirs et beaucoup de délibérations dans cette salle où la plupart d'entre nous n'étaient pas encore.

Il est toujours dangereux sur le plan des principes juridiques, constitutionnels, d'utiliser la méthode des pleins pouvoirs ou l'urgence et nous devons tout faire pour être restrictifs en la matière.

Devant le scrutin populaire du 8 décembre 1974, il est évident que nous avons dû recourir à des mesures exceptionnelles; cette session est exceptionnelle aussi, la procédure l'est également mais nous devons essayer de limiter les dégâts au maximum et de faire en sorte de revenir le plus tôt possible à la procédure normale, ordinaire, pour notre activité législative. Ce faisant d'ailleurs, je pense qu'au point de vue du principe nous rendons service au Conseil fédéral. Il y a maintenant un nombre de lois et d'arrêtés assez considérable à modifier; il faut agir à chaud en la matière sinon la volonté du pouvoir législatif comme celle du pouvoir exécutif risque de s'étioler. Je pense qu'en limitant au maximum l'étendue de ces pouvoirs urgents, nous rendons service par là même au Conseil fédéral, respectivement au ministre des finances. Et c'est pour cela que nous vous proposons, contrairement à l'avis du Conseil des Etats qui a été formulé ce matin, à l'unanimité, non pas de nous en tenir, à l'article 2, 3e alinéa, *in fine*, à la date du 31 décembre 1979, comme le Conseil fédéral et comme le Conseil des Etats le pensaient, mais de maintenir notre décision de la date du 31 décembre 1976. Cette manière de faire postule également une modification de l'article 1er, 1er alinéa, qui prévoyait d'ajourner jusqu'à deux ans au maximum l'échéance des prestations de la Confédération. Or, là, nous vous proposons, par 13 voix contre 2, de maintenir notre thèse et de ne pas adopter la formulation du Conseil des Etats, pas plus d'ailleurs qu'à l'article 1bis où le Conseil des Etats avait une formule trop souple qui prévoyait une date indéterminée. Nous sommes beaucoup plus restrictifs et, je vous le répète, votre commission, à l'unanimité, vous propose la date principale et primordiale en l'espèce du 31 décembre 1976. Je vous invite à ratifier cette proposition.

Le président: Votre commission vous recommande de maintenir la divergence avec le Conseil des Etats. La parole n'est plus demandée. La divergence subsiste.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

X

Bundesgesetz über die Massnahmen bei der direkten Bundessteuer zur wirksameren Bekämpfung der Steuerhinterziehung

Loi fédérale instituant des mesures propres à lutter plus efficacement contre la fraude fiscale au titre de l'impôt fédéral direct

Antrag der Kommission

Aufschiebung der Beratung. Ueberweisung an das Büro zur Bestellung einer besondern Kommission

Antrag Schmid-St. Gallen vom 27. Januar 1975

Eintreten und Behandlung der Vorlage in dieser Session

Proposition de la commission

Renvoi des délibérations. Transmission au bureau pour la constitution d'une commission spéciale

Proposition Schmid-St-Gall du 27 janvier 1975

Entrer en matière et examiner le projet durant cette session

Diethelm, Berichterstatter: Ich kann mich zu diesem Beschluss X sehr kurz äussern. In der nationalrätlichen Kommission wurde ein Antrag auf Rückweisung gestellt. Die Kommission hat diesem Antrag stark mehrheitlich zugestimmt, so dass wir im Detail die einzelnen Bestimmungen in der Vorlage des Bundesrates nicht beraten konnten. Ich möchte darauf hinweisen, dass die Kommission damit nicht erreichen will, dass keine Massnahmen zur Bekämpfung der Steuerhinterziehung beschlossen werden sollten. Sie ist aber der Meinung, dass dieses Problem eine eingehende Behandlung erfordert und dass nicht auf dem Wege von Notrecht Massnahmen, die kaum überblickbar sind, in einem solchen Verfahren beschlossen werden sollten. Die Kommission beantragt, dieses Geschäft einer Spezialkommission zuzuweisen, die im März in der ordentlichen Session ernannt werden soll, und die sich dann mit dieser Vorlage sehr eingehend auseinanderzusetzen hätte. Ich muss Ihnen daher namens der starken Kommissionsmehrheit empfehlen, auf die Behandlung dieses Geschäfts zurzeit nicht einzutreten, und es an den Bundesrat und an das Büro zurückzuweisen mit dem Auftrag, im März eine Spezialkommission zur Behandlung dieser Vorlage einzusetzen.

M. Wilhelm, rapporteur: Le Conseil fédéral avait cru bon d'introduire, dans son paquet d'arrêtés urgents, un chiffre X instituant des mesures propres à lutter plus efficacement contre la fraude fiscale au titre de l'impôt fédéral direct. Ce vœu est louable et c'est également celui de votre commission car nous n'entendons pas abandonner la «colonne» en matière de moralité fiscale, bien au contraire; là non plus l'idéal n'est pas encore atteint en Suisse.

Je suis toujours frappé par les déclarations de certains directeurs des finances cantonaux qui sont on ne peut plus heureux lorsque arrive tout à coup, dans certains cantons, un acteur de cinéma américain ou je ne sais quel gros contribuable de ce pays, que ce soit à Genève ou sur la côte lémanique, à Lucerne, aux Grisons ou encore au Tessin, parce que ces gens-là ont été «stylés» outre-Atlantique. Normalement ils arrivent dans un de nos cantons en déballant tout leur «paquet», c'est-à-dire qu'ils ont une telle terreur de la répression fiscale qu'ils ont connue dans le système puritain anglo-saxon, qui est discutable mais qui existe malgré tout, qu'ils se mettent littéralement «à table» – pour employer des termes empruntés à la police judiciaire – et qu'ils ne cachent absolument rien, ni de leurs revenus ni de leurs capitaux.

Or je pense qu'en Suisse il nous faudra aussi arriver à renforcer les mesures pénales en la matière. Si vous lisez les journaux, vous avez certainement constaté qu'il y a de plus en plus de délits économiques, de délits commis par des «cols blancs». Je pense à tous les scandales de banque ou financiers qui apparaissent à peu près toutes les semaines dans notre pays et qui nous font un tort considérable. Là aussi il faut assainir la morale fiscale du peuple suisse et, sur le fond du problème, je peux vous affirmer que votre commission est unanime à «pousser» en la matière et à vouloir améliorer le climat qui n'est pas encore satisfaisant.

Seulement, était-il judicieux de traduire cette volonté par un titre X dans la procédure d'urgence? Nous pensons, quant à nous, qu'il est superflu de le faire et qu'il est préférable – l'affaire n'est pas facile, elle est compliquée, et vous vous souvenez par exemple du fameux rapport du Conseil fédéral (M. Bourgknecht faisait partie du gou-

vernemment à l'époque), rapport qui avait donné lieu à des débats nourris et qui avait été abandonné à mon sens, d'une manière assez malencontreuse et assez discutable. Il est donc préférable de reprendre tout le problème à fond et non pas au cours d'une session extraordinaire, inévitablement trop courte.

C'est pour cela que nous vous proposons de nommer au mois de mars – le bureau s'en chargera – une commission ad hoc pour attaquer ce problème, une commission selon la procédure ordinaire qui aura certainement une tâche très difficile, mais prioritaire à mon sens.

C'est pour cette raison que je vous demande de ratifier la volonté de votre commission qui est d'accord sur le fond mais qui, pour des raisons juridiques, de procédure et également pour des raisons pratiques, entend ne pas lier cette affaire au «paquet» dont nous discutons depuis lundi.

Le président: La commission propose le renvoi des délibérations et la transmission au bureau pour la constitution d'une commission spéciale.

M. Schmid-St-Gall propose au contraire l'entrée en matière et demande que le projet soit traité au cours de la présente session.

Schmid-St. Gallen: Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion beantrage ich Ihnen Eintreten auf den Beschluss zur wirksamen Bekämpfung der Steuerhinterziehung und Behandlung dieses Beschlusses in dieser Session. Unserem verehrten Herrn Kommissionspräsidenten möchte ich mitteilen, dass es sich bei diesem Beschluss nicht um Notrecht handelt, es ist gewöhnliches Gesetzgebungsverfahren, das wir machen; bloss die zeitliche Dringlichkeit ist vorhanden. Aber wir haben ohne weiteres die Möglichkeit des Referendums; dieser Beschluss untersteht wie alle anderen formellen Gesetze dem fakultativen Referendum. Erstaunt hat uns schon der Umstand, dass dieser Beschluss die Nummer X trägt und somit das Schlusslicht bildet. Dabei geht es doch einzig und allein um die Durchsetzung des geltenden Steuerrechtes. Am 8. Dezember 1974 haben Volk und Stände deutlich erklärt, dass sie zusätzliche Steuern nicht wünschen. Als Alternative wurde Sparen angeboten. Einige Sparübungen wurden jetzt durchgeführt. Realistischerweise müssen wir aber zugeben, dass echte Einsparungen in den meisten Fällen nur möglich sind, wenn man bereit ist, auf bisherige Leistungen des Bundes zu verzichten. Das ist in diesem Rate höchstens vereinzelt verlangt worden.

Was bleiben jetzt noch für Lösungsmöglichkeiten? Man wälzt einen Teil der bisherigen Leistungen des Bundes auf die Kantone ab. Diesen bleibt nichts anderes übrig, als ihre Steuern zu erhöhen. Ferner wälzt man einen Teil der bisherigen Lasten des Bundes direkt auf das Volk ab, indem man Bundesbeiträge kürzt. Das Volk wird also auch hier stärker zur Kasse gebeten. Die naheliegendste Lösung aber (die konsequenteren Durchsetzung des geltenden, d. h. von Volk und Ständen genehmigten Steuerrechtes) verschiebt man. Es werden dafür eine ganze Reihe von Gründen geltend gemacht. Einmal wird der Zeitdruck und der Stress dieser Sessionswoche angeführt. Ich weiss, dass jeder von uns ausser der parlamentarischen Tätigkeit noch eine ganze Reihe weiterer Verpflichtungen hat. Wer aber glaubt, für die Behandlung so hochbedeutsamer Fragen wie die Sanierung des Bundesfinanzhaushaltes die Zeit nicht freimachen zu können, der hat Gelegenheit, im Herbst auf eine erneute Kandidatur zu verzichten. Wir sind vom Volk gewählt worden, um diese Probleme zu behandeln und zu lösen; Ausreden sind hier nicht am Platz.

Schwerer wiegt der Einwand, eine sorgfältige Gesetzgebung sei in dieser hektischen Atmosphäre nicht möglich. Gründliche und gewissenhafte Arbeit auf diesem Gebiete ist uns zwar ein ernstes Anliegen, doch müssen wir auch hier darauf hinweisen, dass die Gesetzgebung betreffend wirksamere Bekämpfung der Steuerhinterziehung vor 14 Jahren schon hätte an die Hand genommen werden müs-

sen. Damals wurde nämlich die inzwischen wieder aktuell gewordene Motion Eggenberger betreffend Kampf gegen die Steuerhinterziehung von der Bundesversammlung an den Bundesrat überwiesen. Trotzdem geschah – ausser einer Amnestie – 14 Jahre lang nichts, trotz wiederholter Intervention im Parlament.

Es mutet denn auch reichlich grotesk an, wenn man jetzt die Vorlage mit dem Hinweis auf die Notwendigkeit sorgfältiger Gesetzgebungsarbeit verschieben will. Seien wir doch ganz ehrlich: die Mehrheit der vorberatenden Kommission beantragt deshalb Verschiebung der Behandlung, weil dann die neuen Vorschriften in der jetzt begonnenen Veranlagungsperiode nicht mehr angewandt werden können. Im März soll ja erst die Kommission bestellt werden. Die Vorlage kann somit im Nationalrat frühestens im Juni behandelt werden; im September dürfte sie vor den Ständerat kommen. Dann beginnt die Referendumsfrist zu laufen. Das Gesetz könnte somit frühestens Anfang 1976 in Kraft treten. Die Steuerhinterzieher können also in dieser Veranlagungsperiode getrost weiter sündigen. Und damit komme ich auf ein wichtiges psychologisches Problem. Wir muten dem Volk neue Steuern zu, die das Volk nachgewiesenermassen gar nicht will. Auf der anderen Seite leisten wir der Steuerhinterziehung durch sachlich nicht zu rechtfertigende Untätigkeit im Kampf dagegen Vorschub. Der bisher ehrliche Steuerzahler wird sich unter diesen Umständen unweigerlich überlegen, wie auch er die neuen Steuern vermeiden kann, sei es durch legale Steuerausweichung oder durch illegale Steuerhinterziehung. Das beeinträchtigt aber auch die Arbeit, die wir diese Woche als Steuergesetzgeber geleistet haben. Mit anderen Worten: dadurch wird die Qualität des Steuerrechtes in Frage gestellt.

Ich habe vorhin erwähnt, dass viele Lasten des Bundes jetzt auf Kantone und Gemeinden abgewälzt werden. Die Steuerhinterziehung grassiert aber hauptsächlich auf dem Gebiete der direkten Steuern. Das Schwergewicht der direkten Steuern liegt bekanntlich bei Kantonen und Gemeinden. Eine konsequenteren Durchsetzung des Steuerrechtes würde somit auch zur Verbesserung der vielfach überschuldeten kantonalen und kommunalen Finanzhaushalte beitragen.

Obwohl die Steuerhinterziehung im Zunehmen begriffen ist, und obwohl vermehrte finanzielle Mittel dringend notwendig sind, war der Wille zur Bekämpfung der Steuerhinterziehung zu Beginn der goldenen sechziger Jahre bei den Bundesbehörden eher ausgeprägter als heute. Der damalige Finanzminister, Herr Bundesrat Bourgknecht, wies im Nationalrat in Beantwortung der Motion Eggenberger darauf hin, der moderne Sozialstaat mit seinen vielfältigen Aufgaben könne es sich einfach nicht leisten, der Steuerhinterziehung gegenüber gleichgültig zu bleiben, ganz abgesehen davon, dass die Steuerhinterziehung nicht nur staatsrechtliche Probleme aufwerfe, sondern auch eine schreiende Ungerechtigkeit gegenüber den ehrlichen Steuerzahlern darstelle. Soweit Herr Bundesrat Bourgknecht.

Der Präsident der ständerätslichen Kommission zur Behandlung der Motion Eggenberger, Herr Ständerat Meier, hat die Forderung nach einer wirksamen Bekämpfung der Steuerhinterziehung unterstützt. Er hat vor allem darauf hingewiesen, dass wegen der Steuerhinterziehung bedeutsame Gesetze nicht konsequent vollzogen werden; dass wecke in weiten Kreisen, die einer vollen Besteuerung nicht ausweichen können, das Gefühl der Benachteiligung und der offensichtlichen Ungerechtigkeit.

Zwar wird viel vom Vertrauensverhältnis gesprochen, das in der Schweiz zwischen der Steuerbehörde und dem Steuerpflichtigen besteht. Von diesem Vertrauensverhältnis haben die Arbeitnehmer bisher nicht viel gespürt. Einerseits lehnt man eine Erweiterung der Auskunftspflicht Dritter gegenüber den Steuerbehörden ab, andererseits verpflichtet man aber die Arbeitnehmer seit Jahrzehnten, mit der Steuererklärung einen vom Arbeitgeber unterzeich-

neten Lohnausweis einzureichen. Von Vertrauen in die Arbeitnehmer im Steuerveranlagungsverfahren also keine Spur. Wen wundert es da, wenn die Zahl jener ehrlichen Steuerzahler ständig zunimmt, die sich als die Dummen vorkommen? Jedenfalls lässt die Tatsache der ernormen Steuerhinterziehungen darauf schliessen, dass vielleicht doch eine nicht unbedingt vertrauenswürdige Schicht von Steuerzahlern in den Genuss dieser Vertrauenswürdigkeit kommt und diese zu ihrem Vorteil und zum Schaden der übrigen Steuerzahler auszunützen versteht.

Ich fasse zusammen: Die sozialdemokratische Fraktion beantragt Eintreten und Behandlung der Vorlage aus folgenden Gründen: Erstens: Volk und Stände lehnen zusätzliche Steuern ab. Einsparungen sind nur begrenzt möglich. Also bleibt nichts anderes übrig, als die konsequenteren Durchsetzung des geltenden Steuerrechts. Zweitens: Davon profitiert nicht nur der Bund, davon profitieren auch die Kantone und die Gemeinden sowie nicht zuletzt die ehrlichen Steuerzahler, auf die jetzt ein wesentlicher Teil der Lasten abgewälzt wird, die der Bund nicht mehr tragen kann. Drittens: Der Zeitdruck, unter dem wir stehen, ist kein Argument gegen Eintreten auf die Vorlage. Die Bundesverwaltung hatte mindestens 14 Jahre Zeit zur Vorbereitung. Das Parlament seinerseits ist vom Volk als Gesetzgeber eingesetzt. Es kann sich dieser Aufgabe nicht mit dem Hinweis auf die starke zeitliche Beanspruchung vorübergehend entziehen. Viertens: Wir stehen unter dem Eindruck, die Behandlung der Vorlage werde vertagt, weil die entsprechenden Vorschriften dann in der jetzt begonnenen Veranlagungsperiode nicht mehr angewendet werden können. Das bedeutet eine erneute Begünstigung der Steuerhinterzieher in einer für die Bundesfinanzen äusserst kritischen Situation. Solche Gehilfenschaft zu rechtswidrigen Handlungen lehnen wir ab. Fünftens: Die Untätigkeit in der wirksamen Bekämpfung der Steuerhinterziehung, verbunden mit neuen Steuererhöhungen, bedeutet eine Einladung an die bisher ehrlichen Steuerzahler, ihrerseits nach Ausweichmöglichkeiten zu suchen.

Schwarzenbach: Ich möchte Sie bitten, den Antrag Schmid abzulehnen. Er hat sich ja in merkwürdige Widersprüche verwickelt. Er hat feierlich erklärt, wir seien diese Woche Steuergesetzgeber geworden, und im gleichen Augenblick erklärt er, dass unser Volk zusätzlich neue Steuern ablehne. Also haben wir offenbar etwas nicht ganz Volkstümliches hier getan. Und dann möchte ich noch sagen: Jeden von uns wahrscheinlich, vielleicht auch die Herren von der sozialdemokratischen Fraktion, hat es doch auf den ersten Blick merkwürdig berührt, dass nun ausgerechnet mit einer Vorlage zur Verbesserung der Bundesfinanzen noch eine Strafaktion gegen Steuerhinterzieher erfolgen soll. Man könnte nämlich nun wirklich meinen, auch nach der Tirade von Herrn Schmid, unser Volk sei ein spezialisiertes Volk von Steuerhinterziehern. Und man könnte nun durchaus nicht mehr bis im März – das sind nämlich vier Wochen – warten, um dieser üblen Pest endlich auf die Spur zu kommen. Diese Uebertreibungen schluckt kein Mensch. Er hat von phantastischen Beträgen gesprochen. Dann möchte ich annehmen, diese Beträge seien bekannt, und dann frage ich mich nur, warum dann die betreffenden Steuerämter nicht längst schon mit ihren Möglichkeiten diesen Steuerhinterziehern auf den Leib gerückt sind.

Ich habe einleitend in meinem Eintretensvotum gesagt, diese ganze Aktion, die wir hier durchführen, sei improvisiert gewesen, und es sei mir nun so vorgekommen, als würde der Bundesrat verärgert über die Abstimmung vom 8. Dezember seinen Drohfinger erheben und sagen: «Aufgepasst, ich schimpfe, wenn Ihr nicht tut, was ich von Euch verlange. Dann wird die Sache nur noch schlimmer und nur noch böser.» Und dann gehören natürlich auch die bösen Steuerhinterzieher dazu. Ich habe den Eindruck, es sei nach dieser merkwürdigen Arbeit, die wir jetzt als Steuergesetzgeber geleistet haben, vielleicht doch besser,

wenn wir noch vier Wochen zuwarten würden, um uns mit den Steuerhinterziehern nicht zu blamieren.

M. Schläppy: Notre collègue M. Schmid ne s'y est peut-être pas pris avec toute l'adresse souhaitable en pareille matière, mais ce que vient de dire M. Schwarzenbach n'est pas admissible.

Comme directeur des finances d'un canton suisse, je peux dire que la fraude fiscale est devenue quasi un sport dans ce pays à un certain niveau. On peut même parler de scandale.

La commission, après un débat vaste et touffu qui a duré de nombreuses heures, a finalement décidé de proposer le renvoi de la discussion de l'arrêté X, le temps lui manquant pour l'examiner. Car c'était là la raison de sa décision: le temps manquait.

Mais, je vous le demande, qu'y a-t-il dans ces textes qui ne convienne pas? Certes, on peut les améliorer, on peut aller jusqu'au fond du problème. On peut même instituer l'inquisition sur le plan fiscal. Mais ce n'est pas cela que nous voulons. Nous voulons que s'instaure une certaine rectitude, une certaine morale fiscale. Nous voulons que les scandales cessent. Or, d'où viennent ces scandales? Ils proviennent simplement du fait qu'en Suisse, les agents fiscaux sont des agents civils. Il suffirait de donner à leur mandat un caractère pénal, comme c'est le cas en Amérique, pour supprimer presque toute fraude fiscale.

Il s'agit d'un problème grave, fondamental. J'admetts qu'il règne une certaine confiance entre le contribuable et le fisc dans notre pays, et la base de cette confiance est une certaine honnêteté. Ne retournons pas complètement la chaussette. Cela serait grave car, ce faisant, nous créerais deux camps ennemis. Il faut cependant donner au fisc quelques moyens supplémentaires de lutter contre la fraude fiscale, et comme je l'ai dit, rien dans les textes qui nous sont proposés n'est inadmissible. Nous faisons un pas de plus, tout simplement.

Le Conseil fédéral, avec beaucoup de conscience et d'esprit de compréhension, nous soumet un texte parfaitement admissible, qui n'a rien d'exagéré. Nous pouvons donc entrer en matière en toute liberté de conscience et procurer par là certaines recettes et même des recettes certaines à la Confédération sans que personne n'en souffre en Suisse, si ce n'est les petits malins qui sont tout de même un peu trop malins, et cela n'est plus admissible aujourd'hui.

Bürgi: Einige Bemerkungen unseres Ratskollegen Schmid nötigen mich zu einer Stellungnahme. Zunächst ein Wort zum Verfahren. Die Kommission konnte im Zeitdruck, unter dem sie stand, diese Vorlage nicht mehr zu Ende beraten. Sie wäre also heute morgen nicht in der Lage, Ihnen die Früchte einer intensiven Kommissionsarbeit zu unterbreiten. Wir müssten, falls wir dem Antrage von Herrn Schmid Folge geben würden, ein improvisiertes Verfahren durchführen. Ich möchte doch davon abraten, in einer so heiklen Materie diesen Weg zu beschreiten. Wir bewegen uns, wir wollen das doch nicht vergessen, mindestens teilweise im Gebiete der Kantone. Wir sollten ihnen in einem ordnungsgemässen Verfahren Gelegenheit geben, allenfalls abweichende Ueberlegungen zur Geltung zu bringen.

Und nun darf ich noch im Namen einiger sanktgallischer Kollegen aus dem Nationalrat ein persönliches Wort an Herrn Schmid richten. Er hat diejenigen, die nicht für Eintreten stimmen werden, zum Rücktritt aus dem Nationalrat aufgefordert. Ich möchte ihm im Namen dieser Kollegen mitteilen, dass wir den Entscheid, wer den Kanton St. Gallen ab nächsten Herbst in diesem Rate vertreten wird, getroffen dem St. Galler Volk überlassen wollen. Ich danke Ihnen.

Diethelm, Berichterstatter: Nur einige wenige Sätze. Den Ausführungen der Kollegen Schmid-St. Gallen und Schläppy musste ich fast entnehmen, dass sie mich in die Reihe

derjenigen eingliedern, die durch diese Massnahmen zur Steuerehrlichkeit erzogen werden sollen. Ich gehöre aber zu denen, die mit dem Lohnausweis ihr vollständiges Einkommen deklarieren müssen. Im übrigen weise ich darauf hin, dass ich hier den Antrag der Kommissionsmehrheit zu vertreten habe, und ich möchte gleich beifügen, dass ich alle Massnahmen unterstütze, die zu einer wirksamen Bekämpfung der Steuerdefraudation beitragen. Ferner sei gesagt, dass nicht nur die Mehrheit der nationalrätslichen Kommission diesem Problem alle Beachtung geschenkt hat und eine seriöse Kommissionsarbeit voraussetzt, um dem Parlament eine entsprechende Vorlage vorzulegen. Auch die ständerätsliche Kommission hat in gleicher Weise zu dieser Vorlage Stellung genommen. Damit dieser Verdacht, der nun scheinbar auf mich fallen soll, abgeschwächt werden kann, müsste ich hier Herrn Ständerat Eggenberger zitieren. Herr Ständerat Eggenberger hat sich einem Antrag, wie ihn unsere Kommissionsmehrheit beschlossen hat, in der ständerätslichen Kommission anschlossen. Er hat erklärt, er könne sich dem Antragsteller – es war Herr Munz – anschliessen, wonach der Bundesrat demnächst eine Botschaft und einen Entwurf für eine entsprechende Vorlage unterbreiten soll.

Nach den Ausführungen, die hier gemacht wurden, fand ich es für notwendig, diese Klarstellung noch vorzunehmen.

Le président: Je donne la parole à M. Schmid-St-Gall pour une brève déclaration personnelle.

Schmid-St.Gallen: Ich muss gegenüber Herrn Kollega Bürgi doch in aller Form erklären, dass er mich falsch interpretiert hat. Ich habe nicht gesagt – und die anwesenden Kolleginnen und Kollegen können das bestätigen –, dass, wer gegen diese Vorlage eingestellt ist, aus dem Nationalrat zurücktreten soll. Ich habe gesagt – und dazu stehe ich, Herr Bürgi –, dass, wer den Stress nicht erdulden mag, den die Tätigkeit eines eidgenössischen Parlamentariers mit sich bringt, eingeladen ist, im Herbst auf eine erneute Kandidatur zu verzichten. Dass das St. Galler Volk im kommenden Herbst darüber entscheidet, wer den Kanton St. Gallen im Nationalrat vertritt, ist für mich eine Selbstverständlichkeit.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Les motifs généraux donnés par M. Schmid ont toute notre compréhension. Je tiens à le rassurer. Je m'étonne d'ailleurs d'entendre M. Schwarzenbach faire de l'ironie un peu facile sur cet exercice que je considère quant à moi comme conforme à une certaine tradition de rigueur helvétique, à un besoin d'ordre et d'honnêteté dans ce pays. On pourrait presque croire à l'entendre que la fraude fiscale serait dans ce pays un peu comme le braconnage, une vertu traditionnelle. Mais pour rassurer M. Schmid, je lui dirais que le Conseil fédéral n'a pas du tout, mais pas du tout l'intention que cette proposition No X de lutte contre la fraude fiscale reste lettre morte. Cette proposition se justifie. De toute manière elle n'est pas du tout improvisée, encore pour répondre à M. Schwarzenbach, elle a été étudiée avec les directeurs cantonaux des finances, elle résulte de leur avis. On peut dire que la consultation des cantons même sous cette forme-là a été faite. Et cette proposition, encore une fois – je l'ai dit dans le débat d'entrée en matière – prend une justification renforcée dans le climat de sévérité que les circonstances nous imposent. Mais, et c'est pourquoi nous sommes de l'avis de la majorité de la commission, le Conseil fédéral est bien conscient que ces dispositions légales, qui offrent une certaine complexité et qui ont une certaine étendue, ne sauraient être traitées dans la hâte d'une session d'urgence, et plus particulièrement – et c'était déjà le cas lors des travaux de la commission – dans un état où l'on sent une fatigue sous-jacente et même plus que sous-jacente. Nous pensons qu'il est dans l'intérêt de ces dispositions qu'elles soient discu-

tées dans un climat moins «fatigué». C'est presque un problème physique qui nous amène à en demander le renvoi à la procédure législative normale et nous les déposons en tant que message rédigé déjà sur le bureau du Conseil. Mais encore une fois, le Conseil fédéral pas plus que l'opinion ni sans doute que vous-mêmes ne consentiront à ce que ces dispositions s'égarent dans des procédures dilatoires. Il faut nous fixer le délai d'entrée en vigueur, délai référendaire compris au début de l'année 1976 comme c'était d'ailleurs prévu.

Le président: Je constate que la majorité de la commission et le Conseil fédéral maintiennent la proposition de renvoi des délibérations au sujet du texte X de la loi fédérale instituant des mesures propres à lutter plus efficacement contre la fraude fiscale au titre de l'impôt fédéral direct.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	86 Stimmen
Für den Antrag Schmid-St. Gallen	39 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Antrag Schwarzenbach Proposition Schwarzenbach

XI

Bundesbeschluss über die Kündigung des Abkommens zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den Europäischen Gemeinschaften

Arrêté fédéral sur la dénonciation de l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté économique européenne

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft beschliesst:

Einiger Artikel

Das Abkommen vom 22. Juli 1972 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den Europäischen Gemeinschaften (Freihandelsabkommen) wird gestützt auf Artikel 34 dieses Abkommens unter Einhaltung der zwölfmonatigen Kündigungsfrist gekündigt.

L'Assemblé fédérale de la Confédération suisse arrête:

Article unique

L'Accord du 22 juillet 1972 entre la Confédération suisse et la Communauté économique européenne (Accord de libre-échange) sera dénoncé, conformément à son article 34, moyennant observation du délai de douze mois qu'il prévoit.

Antrag der Kommission

Nichteintreten

Proposition de la commission

Ne pas entrer en matière

Schwarzenbach: Ich sehe auf der Fahne zu meinem Antrag, dass der Präsident der Kommission Nichteintreten empfehlen wird, und ich frage mich daher, genau wie bei dem Steuerhinterziehungsabkommen, ob die Kündigung des EWG-Abkommens nun in diesem Falle so eilt oder ob sie nicht auch bis im März warten kann. Ich möchte Sie daher damit verschonen und die Angelegenheit in anderer Form im März wieder vorbringen. (Heiterkeit)

Le président: Dans le fond, M. le député Schwarzenbach retire de l'ordre du jour de cette session sa proposition. Il en est ainsi décidé.

Bundesfinanzen. Massnahmen 1975

Finances fédérales. Mesures 1975

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1975
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	12212
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.01.1975 - 16:00
Date	
Data	
Seite	144-149
Page	
Pagina	
Ref. No	20 003 594